

**Assemblée générale**

Distr. générale
13 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme**Dix-neuvième session**

Points 2 et 10 de l'ordre du jour

**Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat
et du Secrétaire général**

Assistance technique et renforcement des capacités

**Rapport de la Haut-Commissaire des Nations
Unies aux droits de l'homme sur la situation
des droits de l'homme au Yémen****Résumé*

Dans sa résolution 18/19, le Conseil des droits de l'homme a prié la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de lui soumettre, à sa dix-neuvième session, un rapport sur l'évolution de la situation dans le domaine des droits de l'homme au Yémen. Le Haut-Commissariat a donc dépêché une délégation au Yémen du 20 au 27 décembre 2011 afin de recueillir des informations de première main sur l'évolution de la situation des droits de l'homme dans le pays et de rendre compte de la mise en œuvre des recommandations qu'il avait adressées au Gouvernement et à d'autres parties à l'issue de sa précédente mission d'évaluation (A/HRC/18/21).

Au cours de la période considérée, la force a été utilisée dans le cadre d'affrontements armés entre les forces gouvernementales et des groupes d'opposition armés, entre des groupes armés non étatiques, et par les forces gouvernementales contre des civils non armés exerçant leur droit de réunion pacifique. Malgré une accalmie relative à partir de début décembre 2011 suite à l'adoption de l'accord prévu dans le cadre de l'initiative du Conseil de coopération du Golfe, les tensions politiques, tribales et confessionnelles se poursuivent et le risque qu'elles dégénèrent en conflit civil demeure élevé. De vastes régions du pays, notamment des gouvernorats entiers et des parties importantes de Sanaa et de Taïz, se trouvent sous le contrôle partiel ou total de groupes armés non étatiques. Les troubles qui persistent contribuent à rendre la situation humanitaire de plus en plus désastreuse en limitant l'accès de la population aux services de santé, aux denrées alimentaires, à l'eau, au combustible, à l'électricité et à l'éducation. L'activité économique est à l'arrêt dans de nombreux secteurs, et beaucoup de Yéménites ont perdu leurs moyens de subsistance.

* Soumission tardive.

Au cours des réunions et consultations prolongées qu'elle a tenues avec des représentants du Gouvernement et de la société civile à Sanaa et à Taïz, la délégation a noté que quelques mesures positives avaient été prises par le Gouvernement. L'adoption d'un accord dans le cadre de l'initiative du Conseil de coopération du Golfe, qui a conduit à la formation d'un gouvernement de transition et ouvre la voie à des élections présidentielles prévues pour le 21 février 2012, a apporté un calme relatif et amélioré les perspectives de règlement pacifique. Le Gouvernement a adopté le 15 novembre une décision qui établit un cadre pour la mise en œuvre de la résolution 18/19 et des recommandations formulées dans le rapport de la mission d'évaluation du HCDH, notamment pour l'établissement d'une commission nationale d'enquête. De plus, le Gouvernement a récemment libéré la plupart des personnes arrêtées lors des manifestations.

La délégation a néanmoins noté que les Yéménites qui demandaient pacifiquement plus de libertés, la fin de la corruption et le respect de l'état de droit continuaient d'être victimes d'une utilisation excessive et disproportionnée de la force meurtrière dans des situations où des moyens non meurtriers auraient dû être employés. En outre, les mesures prises pour enquêter sur les allégations de graves violations des droits de l'homme étaient insuffisantes. La commission nationale d'enquête n'a toujours pas été établie.

La délégation a constaté qu'à Sanaa, des groupes d'opposition armés continuaient d'apporter des armes sur les lieux des manifestations publiques, mettant par là en danger la vie des civils habitant ou fréquentant ces lieux. De plus, d'après certains témoignages, des civils habitant ou fréquentant des lieux contrôlés par des groupes d'opposition armés à Sanaa et à Taïz étaient soumis à des actes systématiques de harcèlement et d'intimidation, et parfois d'agression, par le personnel armé placé sous le commandement de groupes d'opposition armés.

La délégation a noté que des mineurs de moins de 18 ans continuaient d'être utilisés à la fois par les forces de sécurité et par les groupes d'opposition armés. La délégation a vu des enfants procéder à des contrôles de sécurité et participer à d'autres activités militaires. Elle a également reçu des informations indiquant que des civils étaient toujours détenus par les forces de sécurité gouvernementales au mépris du droit et que des groupes d'opposition armés continuaient de détenir illégalement des civils sympathisant avec le Gouvernement ou des agents de sécurité.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–2	4
II. Méthodes de travail.....	3–6	4
III. Rappel des faits	7–18	5
A. Contexte politique et évolution récente de la situation sur le terrain	7–17	5
B. Cadre juridique international	18	7
IV. Situation des droits de l’homme.....	19–46	8
A. Allégations de violations des droits de l’homme commises par les forces de sécurité gouvernementales	22–34	8
B. Allégations de violations des droits de l’homme commises par les groupes d’opposition armés.....	35–42	11
C. Autres questions particulièrement préoccupantes.....	43–46	13
V. Mise en œuvre des recommandations du Haut-Commissariat	47–55	14
VI. Conclusions et recommandations.....	56–63	16

I. Introduction

1. Dans sa résolution 18/19, le Conseil des droits de l'homme a demandé au Gouvernement yéménite et à la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de mettre au point un cadre visant à poursuivre le dialogue et à renforcer la coopération dans le domaine des droits de l'homme, et à la communauté internationale d'appuyer cette coopération; il a prié le Haut-Commissariat de lui soumettre, à sa dix-neuvième session, un rapport sur l'évolution de la situation dans le domaine des droits de l'homme au Yémen. Le Conseil a également invité le Haut-Commissariat à examiner, en coordination avec les donateurs, les moyens d'aider le Gouvernement yéménite et les organisations non gouvernementales afin de renforcer les capacités et de mettre en place une institution nationale de protection des droits de l'homme.

2. Le 24 novembre 2011, la Haut-Commissaire a demandé au Gouvernement yéménite l'autorisation d'envoyer en mission dans le pays une délégation du HCDH afin d'établir un rapport d'activité pour le Conseil des droits de l'homme. Le Gouvernement a répondu favorablement à cette demande le 15 décembre 2011 et la délégation a mené sa mission du 20 au 27 décembre. Le mandat de la mission, tel qu'accepté par le Gouvernement, consistait:

- a) À procéder à une évaluation de la situation des droits de l'homme;
- b) À obtenir des informations auprès de divers acteurs, dont le Gouvernement yéménite, des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile, des victimes et des témoins, ainsi que l'équipe de pays des Nations Unies.

II. Méthodes de travail

3. La mission a été menée en étroite coordination avec le Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Yémen, dont le concours tout au long de la mission a été très apprécié. Le Gouvernement yéménite a facilité le déroulement de la mission, permettant à la délégation de rencontrer des responsables, notamment le Ministre des affaires étrangères, le Ministre des droits de l'homme, le Ministre de l'intérieur, le Ministre de la défense, le Ministre des affaires juridiques et le Comité militaire pour la sécurité et la stabilité. Des membres de la délégation se sont également entretenus avec le Gouverneur de Taïz, des députés, des représentants d'organisations non gouvernementales, des journalistes, des avocats, des médecins, des défenseurs des droits de l'homme, des victimes et des membres de leur famille, des diplomates et l'équipe de pays des Nations Unies. La délégation remercie le Gouvernement de son assistance et de sa coordination et sait gré à tous ses interlocuteurs de l'appui qu'ils lui ont prêté tout au long de sa mission.

4. Le présent rapport complète le rapport de la mission d'évaluation du HCDH (A/HRC/18/21), qui présentait des informations sur la situation des droits de l'homme entre le commencement des troubles, début 2011, et le mois de juillet 2011. Il donne une évaluation actualisée de la situation générale des droits de l'homme au Yémen, en particulier en ce qui concerne les recommandations formulées par le HCDH dans son rapport de mission et par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 18/19.

5. La délégation s'est rendue à Sanaa et à Taïz. Elle a notamment visité les lieux où des manifestations se sont déroulées et où des violences se sont produites, ainsi que des hôpitaux. En raison de contraintes de temps et de sécurité, la délégation n'a pas pu se rendre dans d'autres régions du pays; elle a cependant reçu de très nombreux rapports et documents et a rencontré beaucoup de personnes qui lui ont fourni des renseignements de première main concernant nombre d'autres lieux.

6. La documentation reçue a été archivée pour pouvoir servir utilement ultérieurement.

III. Rappel des faits

A. Contexte politique et évolution récente de la situation sur le terrain

7. Au cours de la période considérée, le Yémen a continué de connaître sur tout son territoire des périodes de violence d'intensité diverse, allant de flambées de violences sporadiques à des situations prolongées d'affrontement armé. La force a été employée dans le contexte de confrontations armées entre les forces gouvernementales et des groupes d'opposition armés, entre des groupes armés non étatiques, ainsi que par les forces gouvernementales contre des civils non armés exerçant leur droit de réunion pacifique. Après une relative accalmie début décembre suite à l'adoption d'un accord ouvrant la voie à un gouvernement de transition et à des élections présidentielles, les tensions politiques, tribales et confessionnelles se poursuivent, et le risque que la situation ne dégénère en conflit civil demeure important. De vastes régions du pays, notamment des gouvernorats entiers ainsi que des parties importantes de Sanaa et de Taïz, se trouvent sous le contrôle partiel ou total de groupes armés non étatiques. Les troubles persistants contribuent à rendre la situation humanitaire de plus en plus désastreuse en limitant l'accès de la population aux services de santé, aux denrées alimentaires, à l'eau, au combustible, à l'électricité et à l'éducation. L'activité économique s'est arrêtée dans la plupart des secteurs et un grand nombre de Yéménites n'ont plus de moyens de subsistance.

8. Le 21 octobre 2011, le Conseil de sécurité a adopté sa résolution 2014 (2011), la première sur le Yémen, dans laquelle il a condamné énergiquement les violations persistantes des droits de l'homme commises par les autorités yéménites, et les violations des droits de l'homme perpétrées par d'autres protagonistes, et a insisté pour que tous les responsables des violences et violations des droits de l'homme répondent de leurs actes. Le Conseil a aussi exigé des autorités yéménites qu'elles veillent immédiatement à s'acquitter de leurs obligations dans le respect des normes applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et que tous les groupes d'opposition s'abstiennent de recourir à la violence et cessent d'employer la force à des fins politiques.

9. Le Gouvernement yéménite et les dirigeants de l'opposition ont conclu un accord le 23 novembre à Riyad. Cet accord, qui porte sur le mécanisme de mise en œuvre du processus de transition au Yémen conformément à l'initiative du Conseil de coopération du Golfe, a ouvert la voie à un processus de transition devant conduire à des élections anticipées le 21 février 2012. Le Vice-Président a été choisi comme candidat de consensus pour assumer les fonctions de responsable par intérim pendant le processus.

10. Plusieurs mesures ont été prises pour mettre en œuvre la première phase de l'accord. Tout d'abord, le Premier ministre, M. Basendwa, a supervisé la formation d'un nouveau gouvernement d'union nationale –une coalition réunissant le Congrès général du peuple, la Réunion commune des partis (coalition d'opposition) et des personnalités indépendantes– qui a proclamé son allégeance le 10 décembre au Vice-président, M. Abd Rabbo Mansour Hadi. Le nouveau gouvernement de 34 membres ne comprend que trois femmes à l'échelon ministériel, malgré l'engagement pris dans l'accord d'améliorer la représentation des femmes. Dans un deuxième temps, le Vice-Président a établi un Comité militaire pour la sécurité et la stabilité, composé de hauts responsables des services de sécurité tant des forces gouvernementales que des forces d'opposition. Le Comité a jusqu'à présent concentré ses activités sur Sanaa, ce qui ne l'a pas empêché d'effectuer une courte visite à Taïz.

11. La conclusion de l'accord de transition susmentionné s'est accompagnée d'un mouvement de protestation et de critique généralisé de la part des militants et des groupes de défense des droits de l'homme. La disposition figurant dans l'initiative du Conseil de coopération du Golfe prévoyant une vaste amnistie pour le président et ses associés a notamment suscité une vive opposition. Les militants et les groupes de défense des droits de l'homme ont exigé que les responsables des crimes commis, notamment depuis le début des troubles, répondent de leurs actes. De violents heurts s'en sont suivis, d'abord à Sanaa, puis à Taïz. Au cours de sa visite, la délégation a constaté que la situation était globalement calme à Sanaa, les forces de sécurité gouvernementales s'étant progressivement retirées de l'ensemble de la ville. Cependant la violence a repris lorsque des manifestants non armés ont été tués le 24 décembre à Dar Salm, à l'entrée de Sanaa.

12. Pendant la période considérée, Sanaa a connu des explosions de violence sporadiques et un recours fréquent à la force meurtrière par les forces de sécurité gouvernementales. Les 18 et 19 septembre, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des manifestants. Dans les jours qui ont suivi et qui ont coïncidé avec le retour d'Arabie saoudite, le 23 septembre, du Président Saleh, de violents affrontements opposant la Garde républicaine et les forces de la Sécurité centrale aux soldats fidèles au général dissident Ali Mohsen ont entraîné la mort de dizaines de civils qui se sont retrouvés pris entre deux feux. Pendant ces affrontements, de nombreux civils ont été arrêtés arbitrairement; selon les informations fournies à la mission, au moins quatre personnes ont été soumises à la torture pendant leur détention. Le 7 octobre, l'attribution du Prix Nobel de la Paix à une militante yéménite des droits de l'homme, Tawakkul Karman, ainsi qu'à deux autres femmes, originaires du Libéria, a été célébrée dans tout le pays par d'importantes manifestations qui ont été accueillies avec violence par les forces de sécurité, surtout à Taïz.

13. Le 24 décembre, les forces de sécurité gouvernementales et des individus en civil ont attaqué des manifestants à l'aide de matraques, de canons à eau et de munitions réelles: au moins neuf personnes auraient été tuées et des dizaines d'autres blessées. Les manifestants étaient partis de Taïz afin de participer à la «marche pour la vie».

14. De violents affrontements se sont déclenchés à Taïz le 29 et le 30 mai lorsque les forces gouvernementales ont utilisé des munitions réelles contre des manifestants pacifiques place de la Liberté. En réponse, des groupes anti-gouvernementaux se sont mobilisés place de la Liberté et alentour, prenant le contrôle d'une grande partie de la ville. Ceci a entraîné une recrudescence sensible de la violence, les forces gouvernementales attaquant de loin les lieux occupés par les groupes anti-gouvernementaux partisans du cheikh Hamoud al-Mikhlaï et de Sadiq Serhan (appartenant à la première division blindée du général Ali Mohsen) à l'aide d'armes lourdes telles des tanks, des obus de mortier et des mitrailleuses. Les groupes anti-gouvernementaux ont riposté en utilisant des mitrailleuses et des grenades lancées par roquette pour attaquer les positions des forces gouvernementales, notamment des bâtiments civils provisoirement investis par ces dernières.

15. Le district d'Arhab, région peu peuplée mais fortement exposée située à une vingtaine de kilomètres au nord de la capitale et contrôlée en grande partie par des groupes d'opposition armés, a été le théâtre de violents heurts intermittents entre la Garde républicaine et des membres de tribus armés. En août, plusieurs soldats et au moins 20 combattants rebelles auraient trouvé la mort dans des combats acharnés entre les forces gouvernementales et leurs opposants. Tout au long de la période considérée, des avions militaires auraient procédé à plusieurs attaques, visant certaines cibles et tuant un nombre indéterminé de personnes. Selon les témoignages et les informations reçus par la délégation au cours de sa mission, les attaques sur Arhab ont été menées par les forces gouvernementales en coordination avec des tribus alliées, à l'aide de l'aviation, de chars, de missiles à longue portée, d'artillerie lourde et de tireurs d'élite. Des témoins oculaires ont fait état de la destruction massive d'infrastructures publiques et privées et ont qualifié de

véritable siège les attaques incessantes qui ont sérieusement restreint le droit de la population à la liberté de circulation et parfois empêché l'accès à l'aide humanitaire. Les données concernant le nombre exact des tués et des blessés n'ont pas pu être vérifiées.

16. Des situations de violence similaires ont été constatées ailleurs dans le pays. La plupart des régions du gouvernorat d'Abyan et plusieurs localités du gouvernorat de Shabwa restent étroitement contrôlées par des hommes armés membres d'Ansar al-Sharia, un groupe qui serait lié à Al-Qaida. La délégation a entendu des allégations selon lesquelles Ansar al-Sharia a imposé une stricte interprétation du droit islamique, conduisant à l'exécution publique d'au moins une personne, un adolescent de 15 ans, suite à un procès sommaire ne répondant pas aux normes internationales relatives aux droits de l'homme. Un centre d'enseignement religieux à Dammaj, village situé au nord du pays, dans le gouvernorat de Saada, est devenu un foyer de violence opposant les partisans d'Abdelmalek al-Houthi et la milice salafiste. Les premiers ont prétendu que des étudiants salafistes de la région n'avaient pas respecté un accord de cessez-le-feu. Les tentatives de médiation entreprises par des militants, des chefs tribaux ou des personnalités politiques n'ont rien donné. Des affrontements ont aussi été constatés dans les gouvernorats de Jawf et de Hajja, conduisant à un recours de plus en plus généralisé dans la région à une rhétorique sectaire équivalant à une incitation à la guerre. L'ensemble du gouvernorat de Saada et les gouvernorats voisins d'Hajja et de Jawf se trouveraient sous le contrôle de la milice d'Houthi, avec les conséquences négatives que cela implique pour la scolarisation des filles, la liberté d'expression et l'accès aux organismes humanitaires.

17. À la fin du mois de décembre, des étudiants et des employés d'un certain nombre d'institutions publiques, de ministères et d'entreprises publiques ainsi que certaines unités militaires dans l'ensemble du pays (notamment la compagnie aérienne nationale, des banques et des établissements d'enseignement) ont entrepris de contraindre leurs dirigeants à la démission, les accusant de corruption. Des dizaines de directeurs administratifs et de fonctionnaires ont été publiquement humiliés ou brutalisés, et la plupart n'ont plus accès à leur lieu de travail. Le nouveau gouvernement a appelé à mettre fin à cette pratique mais n'a pas pu l'arrêter ni fournir une protection à ceux qui en étaient victimes, dont les droits à une procédure légale ont été ignorés.

B. Cadre juridique international

18. Le Yémen est partie à huit des neuf instruments internationaux fondamentaux relatifs aux droits de l'homme¹. En examinant la mise en œuvre par l'État des obligations qu'imposent les traités, les organes conventionnels ont constaté que des violations des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels d'une ampleur considérable continuaient d'être commises. Les organes conventionnels se sont dits en outre profondément préoccupés par le peu de progrès accomplis dans la mise en œuvre de leurs observations et de leurs recommandations, ainsi que par l'absence de coopération de l'État partie².

¹ Le Yémen n'est pas partie à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contres les disparitions forcées.

² Les organes conventionnels se réfèrent souvent à des violations «généralisées» et «persistantes». Le Comité pour les droits économiques, sociaux et culturels note que le rapport de l'État partie «ne porte pas sur l'intégralité des droits consacrés par le Pacte», et que «dans ses réponses écrites à la liste des points à traiter le Gouvernement yéménite ne répond pas de façon méthodique à chacune des questions posées» (E/C.12/YEM/CO/2). Le Comité contre la torture a noté avec préoccupation que

IV. Situation des droits de l'homme

19. Des violations des droits de l'homme très diverses ont été constatées dans l'ensemble du pays au cours de la période considérée. Les principales allégations se rapportaient à l'utilisation continue d'une force meurtrière et excessive par les forces gouvernementales et des groupes apparentés contre des manifestants principalement pacifiques, ainsi qu'à l'impunité dont jouissaient la plupart des auteurs de ces violations. De plus, les affrontements impliquant différentes formations des forces gouvernementales et anti-gouvernementales et des membres de tribus armées se sont poursuivis sans aucun égard pour la vie des civils. Les membres de la mission n'ont pas été en mesure d'obtenir des données précises concernant le nombre des morts et des blessés. Les chiffres obtenus auprès de diverses sources variaient considérablement et ne faisaient pas toujours la distinction, s'agissant des victimes, entre les manifestants non armés et autres civils, et les combattants des différentes forces et groupes armés.

20. Au cours de sa mission, la délégation a reçu des informations émanant de sources gouvernementales et de quelques organisations de la société civile selon lesquelles un nombre important d'agents des forces de sécurité gouvernementales ont été tués lors d'affrontements avec des groupes d'opposition armés à Taïz. Un grand nombre de membres des forces armées, des unités paramilitaires et des unités de police ont perdu la vie ou été grièvement blessés ces derniers mois. D'autres informations faisaient état de la mort d'au moins cinq agents de sécurité à Taïz. Des bombardements et des fusillades perpétrés à Aden par des membres présumés d'Ansar al-Sharia ont visé des agents de sécurité.

21. La délégation a constaté que les groupes d'opposition armés restaient mobilisés dans les lieux où se déroulaient des manifestations publiques. Elle a aussi relevé avec inquiétude que beaucoup d'enfants étaient enrôlés dans les rangs des forces gouvernementales et anti-gouvernementales.

A. Allégations de violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité gouvernementales

22. La mission a obtenu des informations sur un grand nombre d'allégations d'exécutions extrajudiciaires et d'emploi excessif de la force à l'égard de civils et de cibles civiles par les forces de sécurité et des groupes apparentés. Tout au long de la période considérée, des membres des forces de sécurité en uniforme et des hommes armés en civil auraient ouvert le feu à plusieurs reprises sur des manifestants dans la rue et depuis les toits. Les procédures pénales ouvertes à la suite des événements qui se sont produits le 18 mars à Sanaa, jour où les forces de sécurité ont tiré sur les manifestants, tuant une cinquantaine de civils, ont mis du temps à se mettre en place, quatre audiences seulement ayant pour l'heure été tenues dans un procès impliquant 78 accusés. Il en va de même pour l'enquête sur l'incident qui a eu lieu le 29 mai à Taïz, lors de l'attaque et de l'incendie de la place de la Liberté. À Taïz, les procureurs se sont déclarés prêts à ouvrir une enquête et à poursuivre en justice les responsables, mais se sont plaints du manque de coopération de la plupart des victimes et de leur famille.

23. La délégation a demandé au Gouvernement de fournir des informations sur: a) toutes mesures disciplinaires prises contre les agents accusés de recours excessif à la force ou d'autres formes de violations graves des droits de l'homme commises à l'encontre de cibles

«les conclusions et recommandations qu'il a adressées au Yémen en 2003 n'ont pas été suffisamment prises en considération» (CAT/C/YEM/CO/2).

civiles; b) les progrès réalisés dans la mise en place d'une commission nationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme; c) la mise en place d'une commission nationale d'indemnisation et de réparation; d) les progrès de l'enquête sur les incidents de Dar Salm, où au moins neuf manifestants ont été tués par des agents de sécurité ou des partenaires le 24 décembre; et e) les éventuels progrès réalisés dans d'autres enquêtes liées aux troubles actuels. Au moment de la rédaction du présent rapport, la délégation n'avait reçu aucune information écrite du Gouvernement sur ces questions.

24. Lors des violences survenues les 18 et 19 septembre à Sanaa, des membres des forces de la Sécurité centrale³ auraient ouvert le feu sur des manifestants dans le quartier d'Al-Qa', tuant 30 civils. Le 23 octobre, les forces de sécurité et des hommes armés en civil auraient tiré sur des manifestants dans le quartier de Zubeiry, tuant cinq personnes. Le 24 novembre, des membres des forces de la Sécurité centrale, auxquels s'étaient joints des hommes armés en civil, auraient tiré à balles réelles sur des manifestants à proximité de la place du Changement à Sanaa, tuant cinq civils et en blessant des dizaines d'autres. Le 25 novembre, les forces de sécurité ont attaqué des manifestants qui défilaient entre la place du Changement et la rue Zubeiry. Elles auraient utilisé des canons à eau et des gaz lacrymogènes pendant que des hommes armés en civil ouvraient le feu, tuant un manifestant et en blessant plusieurs autres.

25. L'utilisation excessive de la force a été établie dans le cadre des événements du 24 décembre, lorsque les forces de sécurité ont attaqué des milliers de manifestants venus de Taïz participer à ce qu'on appelle désormais la «marche pour la vie». La délégation a interrogé de nombreux témoins oculaires, qui ont fourni des informations concordantes indiquant que les forces de sécurité ont fait usage de manière injustifiable de balles réelles à Dar Salm, à l'entrée de Sanaa, tuant au moins neuf civils et en blessant de nombreux autres. La délégation était en train de visiter l'hôpital de campagne installé par des groupes de l'opposition sur la place du Changement lorsque certaines des victimes de Dar Salm y ont été amenées en urgence. L'un des manifestants avait été tué par une balle dans le cou, un autre par une balle au visage. Ces cas, ainsi que les récits des témoins, indiquent clairement que les membres des forces de sécurité ont eu recours à des armes meurtrières dans des circonstances où leur vie n'était pas menacée.

26. À la suite de ces événements, le Gouvernement a déclaré qu'il autorisait les manifestations et n'avait recours à la force que lorsque ses forces étaient attaquées ou que les manifestants s'en prenaient à des lieux de haute sécurité. On ignore si cela était le cas des attaques susmentionnées.

27. La délégation a reçu des informations indiquant que certains manifestants avaient défié des agents de sécurité en tentant de s'introduire de force dans un quartier de Sanaa dont l'accès avait été interdit selon un plan préparé sur instruction directe du Ministre de l'intérieur, obligeant les agents de sécurité à s'interposer pour les rediriger vers l'itinéraire menant à la place du Changement précédemment convenu. Selon des témoins, les membres des forces de sécurité ont agi pour la plupart conformément à la loi et ont employé à l'égard des manifestants des méthodes non meurtrières, utilisant par exemple des matraques et des canons à eau. Les témoignages et les documents indiquent que les forces de sécurité n'avaient aucune raison de recourir à des moyens meurtriers. Ceci est attesté par le fait qu'aucun mort ni blessé grave n'a été signalé par les forces de sécurité. De plus, la «marche pour la vie» était partie de Taïz plusieurs jours auparavant et le Gouvernement avait eu assez de temps pour s'assurer que les agents de sécurité avaient reçu des instructions claires quant aux circonstances pouvant justifier l'utilisation de la force meurtrière.

³ Voir A/HRC/18/21, par. 22 à 27.

28. À Taïz, quatre manifestants pacifiques auraient été tués par les forces de sécurité gouvernementales place de la Liberté le 18 et le 19 septembre, et trois femmes ont été tuées le 11 novembre par des obus d'artillerie tirés sur la place de la Liberté par des chars postés à proximité de l'hôpital d'Al-Thawra. Le même jour des chars ont ouvert le feu sur le quartier d'Al-Rawdha et neuf obus auraient touché l'hôpital, causant la mort d'une patiente et faisant plusieurs blessés. Les patients ont dû être évacués au sous-sol. Selon plusieurs rapports et témoins, plus de 50 civils, parmi lesquels des femmes et des enfants, ont été tués à Taïz depuis le début du mois d'octobre à cause d'un recours excessif à la force par les unités gouvernementales. Des groupes de défense des droits de l'homme ont aussi fait état de l'arrestation arbitraire de manifestants pacifiques. Des témoins ont signalé que les forces de sécurité s'en prenaient à tout rassemblement de plus de quelques individus dans les rues de Taïz.

29. Diverses sources ont donné des versions contradictoires des événements survenus à Taïz entre le mois de juillet et le mois de décembre 2011. Les agents de sécurité ont parlé de tentatives répétées d'opposants armés pour s'emparer de la ville et expulser les unités de la sécurité publique et de l'armée, outre le massacre de partisans du Congrès général du peuple et l'occupation de bâtiments publics, ce qui les a contraints à recourir à la force pour maintenir l'autorité du gouvernement. Ils ont insisté sur le fait que la force n'était utilisée qu'en cas de nécessité et avec une grande précaution dans le souci de préserver la vie des civils, et ont nié que des bombardements aveugles aient jamais eu lieu, déclarant que leurs adversaires avaient aussi leur part de responsabilité dans les bombardements et l'assassinat ciblé d'agents de sécurité et de civils. De leur côté, des défenseurs des droits de l'homme, des groupes de l'opposition et des chefs de groupes armés de l'opposition ont fait état d'actes de violence massive déclenchés à maintes reprises depuis la «ceinture de sécurité» établie autour et au-dessus de la ville (pendant les combats, des armes lourdes étaient positionnées sur la citadelle de Taïz, qui surplombe les environs), avec des dizaines de chars et d'autres armes. Cela a aussi ralenti la progression et l'accès des services médicaux d'urgence. La délégation a recueilli des témoignages et des documents indiquant que, malgré toutes les précautions prises, un nombre important de civils désarmés avaient été tués. L'utilisation de l'artillerie et de chars, armes dont ne dispose pas l'opposition, était certainement la cause des lourdes pertes humaines et des déplacements massifs constatés.

30. Des allégations similaires sont venues d'Al-Hodeidah, où les forces de sécurité auraient tiré sur des manifestants le 23 octobre, blessant une trentaine de personnes. Le 5 novembre, l'utilisation excessive de la force par les forces de sécurité aurait fait un tué et 28 blessés. La délégation a obtenu peu d'informations au sujet des circonstances de ces attaques.

31. La délégation a reçu des informations concernant des personnes qui auraient été torturées alors qu'elles se trouvaient dans des centres de détention dépendant du gouvernement à Sanaa. Au moins deux de ces cas concernaient des personnes gardées dans des centres secrets de détention contrôlés par les services de la Sécurité centrale. La délégation a interrogé deux victimes qui présentaient des signes visibles de torture et affirmaient avoir été l'objet de violences sexuelles pendant leur détention. À Taïz, la délégation s'est entretenue avec des civils et des agents de sécurité qui ont affirmé avoir été torturés par des groupes d'opposition armés.

32. La délégation a aussi noté l'utilisation persistante et généralisée d'enfants soldats dans les rangs des forces contrôlées par le gouvernement. Le Ministre de la défense et le Ministre de l'intérieur ont contesté de telles allégations, répétant que le recrutement de mineurs de moins de 18 ans dans les forces yéménites était illégal. Ils ont cependant promis d'enquêter sur la question et de favoriser des mesures propres à mettre fin à cette pratique et à démobiliser les mineurs enrôlés. La délégation a été informée que le nouveau Ministre des droits de l'homme avait personnellement écrit à un certain nombre des membres du

Cabinet et des dirigeants de groupes armés en leur demandant de cesser d'enrôler des enfants. Une organisation de défense des droits de l'enfant a affirmé qu'elle avait enregistré des déclarations de ces mêmes dirigeants contre le recrutement des enfants, qui devaient être diffusées à la télévision.

33. Dans son rapport sur sa mission d'évaluation effectuée en juin 2011, la délégation a lancé un appel au Gouvernement pour qu'il s'abstienne de toute action ayant pour effet de priver la population de services essentiels tels que l'électricité, le combustible et l'eau, et qu'il prenne des mesures pour rétablir les services essentiels. L'élimination partielle des barrières de sécurité et des postes de contrôle dans toute la ville de Sanaa est une mesure positive qui permet un retour à la normale réel bien qu'encore limité. La délégation a reçu un certain nombre d'allégations selon lesquelles les forces de sécurité prendraient pour cible les fournisseurs d'eau et d'électricité; ces informations n'ont cependant pas pu être vérifiées. La délégation a aussi été informée que le Gouvernement occupait parfois des bâtiments à usage civil; par exemple, à Taïz, les forces gouvernementales auraient occupé pendant plusieurs jours l'hôpital d'Al-Thawra (principal hôpital du gouvernorat de Taïz, qui dessert la grande majorité des habitants de la ville de Taïz) et auraient utilisé un institut de santé se trouvant à proximité pour positionner des chars bombardant des zones résidentielles et la place de la Liberté.

34. Dans son rapport sur sa mission d'évaluation, la délégation a aussi recommandé au Gouvernement de mettre au point un programme pour assurer la protection de toutes les personnes affectées par le conflit prolongé touchant Saada, en particulier des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les progrès dans ce domaine ont été ralentis par les restrictions partielles imposées par le groupe Houthi, détenteur *de facto* du pouvoir à Saada, à l'activité des organisations humanitaires. L'une de ces organisations, Médecins sans frontières, a été empêchée de poursuivre ses activités et expulsée sous le prétexte apparemment faux selon lequel il fallait de toute urgence pouvoir disposer des bâtiments dans lesquels elle travaillait. Les agents humanitaires ont dit à la délégation que les distributions étaient souvent ralenties par des perturbations et qu'ils étaient empêchés d'entrer dans Dammaj, assiégé par les Houthis. Il convient cependant d'observer que la proportion des personnes originaires de Saada qui avaient trouvé refuge dans des camps provisoires à l'extérieur ou étaient hébergées chez l'habitant et qui sont rentrées chez elles a été plus élevée que prévu.

B. Allégations de violations des droits de l'homme commises par les groupes d'opposition armés

35. Le Conseil de sécurité, dans sa résolution 2014 (2011), et la délégation qui a effectué la mission d'évaluation en 2011, ont l'un et l'autre recommandé que les groupes d'opposition armés retirent toutes leurs armes – des armes à feu de petit calibre aux lance-roquettes – des lieux publics où se tiennent des manifestations pacifiques, telles que sit-in et défilés, et s'assurent qu'aucun de leurs partisans ou des individus placés sous leur commandement n'ouvre le feu dans des manifestations pacifiques, exposant ainsi les manifestants à un risque de riposte.

36. À Sanaa, la délégation a constaté que les groupes d'opposition armés contrôlaient toujours une grande partie de la ville. La place du Changement, les quartiers de l'ancienne et de la nouvelle Université et la partie nord-ouest de la rue 60, où se rassemblent la plupart des manifestants et des partisans de l'opposition, étaient en grande partie sous le contrôle des forces de l'ex-chef de la première division blindée, Ali Mohsen, qui, après avoir fait défection, s'est engagé aux côtés des manifestants anti-gouvernementaux. Des groupes armés fidèles au cheikh Sadeq al-Ahmar contrôlaient les quartiers d'Hasaba et de Safwan. La délégation a constaté que les lieux de manifestation publique, notamment la place du

Changement et la place de l'Université, qui ont vu se dérouler les plus importantes manifestations à Sanaa, continuaient d'abriter une panoplie d'armes, notamment des armes lourdes telles que des grenades tirées à la roquette et d'autres armes de longue portée. Des cordons de sécurité spéciaux gardés par des milices armées étaient très présents dans toutes les zones de Sanaa occupées par les groupes d'opposition armés, qui avaient enlevé certaines barrières suite à la signature de l'accord conformément à l'initiative du Conseil de coopération du Golfe.

37. Selon une autre recommandation essentielle, les groupes d'opposition armés devaient veiller à ce qu'aucun mineur de moins de 18 ans ne prenne part à des opérations de contrôle ou de protection des manifestants. Dans les zones occupées par des groupes d'opposition armés à Sanaa, la délégation a remarqué que des enfants en uniforme qui n'avaient manifestement pas atteint l'âge de 18 ans étaient affectés à des postes de contrôle et à la garde de certains lieux.

38. La délégation a aussi appris qu'un grand nombre d'habitants des quartiers contrôlés par des groupes d'opposition armés, en particulier des personnes suspectées d'avoir des idées politiques contraires, ont continué de faire l'objet d'actes de harcèlement et d'intimidation. Des organisations représentant ces habitants ont fourni à la délégation de nombreux témoignages et documents faisant état d'actes de harcèlement commis par des factions des forces de sécurité armées: mauvais traitements répétés aux postes de contrôle de sécurité, violences physiques et verbales, destruction de biens et fouilles/perquisitions arbitraires de maisons et de voitures. Selon des témoignages, certaines personnes, notamment des femmes et des enfants, ont été obligées de rester enfermées chez elles ou carrément de déménager. La délégation a aussi été informée du fait que plusieurs maisons avaient été occupées par les forces armées et réaménagées pour un usage militaire.

39. Au cours de sa mission, la délégation a constaté des signes d'hostilité croissante place du Changement. Plusieurs affrontements entre des organisations anti-gouvernementales d'idéologies politiques différentes ont été signalés, en particulier à la suite de l'arrivée des manifestants venus de Taïz participer à la «marche pour la vie». Des témoins ont fait état de harcèlement et d'autres actes d'intimidation, dont aucun n'a entraîné de morts ou de blessés graves.

40. La délégation s'est aussi entretenue avec des organisations de la société civile représentant les femmes. Elles ont évoqué la situation des femmes qui habitent et fréquentent certains des quartiers occupés; par exemple, de plus en plus d'étudiantes de l'université de Sanaa étaient forcées de déménager ou d'éviter complètement ces quartiers car elles refusaient de se soumettre aux contrôles généralement effectués par des agents de sécurité de sexe masculin.

41. À Taïz, la délégation a reçu des informations selon lesquelles des dizaines d'agents de sécurité et d'autres agents de l'État avaient été détenus par des groupes armés. Le fils du Gouverneur, qui faisait partie des détenus, n'a été relâché que sur l'intervention d'ambassadeurs étrangers. La délégation a également reçu des informations indiquant que des groupes armés avaient enlevé plusieurs agents de sécurité à Taïz. Les ravisseurs auraient torturé certains des détenus ou les auraient empêchés de recevoir des soins médicaux. La délégation a évoqué ces problèmes avec des dirigeants de l'opposition et leur a demandé de relâcher tous les individus qu'ils détenaient.

42. La délégation avait recommandé que les groupes d'opposition armés s'abstiennent de prendre pour cible les fournisseurs de services de base, notamment d'électricité, de combustible, d'eau et de médicaments, ainsi que les infrastructures de santé et d'éducation. À Sanaa, des services essentiels dans des lieux contrôlés par des groupes d'opposition armés se trouvent interrompus par l'occupation. Au moment de la visite, la vieille Université de Sanaa était fermée et plusieurs écoles élémentaires et secondaires, magasins

et commerces avaient été partiellement ou totalement fermés. Les transports publics étaient rares voire inexistants, et le prix des transports, de l'électricité, du gaz et d'autres produits avait été multiplié par deux ou trois. Les attaques visant des infrastructures publiques ont continué; un gazoduc a été bombardé le 15 octobre en représailles à l'assassinat extrajudiciaire de membres présumés d'Al-Qaida, dont deux mineurs de moins de 18 ans, dans le gouvernorat de Shabwah; et la ligne électrique reliant Mareb à Sanaa a été sabotée à plusieurs reprises (deux fois en 24 heures en janvier 2012). Des convois de produits pétroliers raffinés ont aussi été pris pour cible, même si la situation s'est améliorée suite à la livraison de pétrole brut par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

C. Autres questions particulièrement préoccupantes

43. La délégation a reçu diverses informations concernant des violations des droits de l'enfant. Des enfants seraient toujours soumis à la même violence extrême dont sont victimes un grand nombre d'adultes, étant tués, blessés ou enrôlés dans les forces de sécurité. Selon les informations reçues par la délégation, des enfants ont été directement impliqués dans les violences, ayant été vus en uniforme patrouillant dans les rues ou affectés à des postes de contrôle gouvernementaux. Des enfants ont par ailleurs été obligés de quitter l'école, été exploités dans des manifestations, tués, blessés ou déplacés par les combats. Un grand nombre d'écoles ont été endommagées ou évacuées par les forces gouvernementales ou par des groupes armés, privant d'éducation des milliers d'enfants. Selon des organismes s'occupant d'enfants, 32 écoles ont été fermées à Taïz jusqu'à deux mois d'affilée après le début des troubles civils. Sur la centaine d'écoles que compte la ville, 12 étaient occupées soit par les forces armées soit par des groupes armés. Au moment de la rédaction du présent rapport, toutes les écoles de Taïz avaient été rouvertes malgré la poursuite des protestations visant le Directeur général de l'enseignement et certains directeurs d'école. Des organismes humanitaires ont aussi constaté une recrudescence alarmante de cas documentés de malnutrition chez les enfants, des données révélant que les familles étaient contraintes de réduire le nombre de repas journaliers, même pour les enfants de moins de cinq ans.

44. En ce qui concerne la liberté d'expression, la délégation a rencontré des médias qui ont fait part de leur préoccupation quant à la gravité des défis auxquels les journalistes se trouvaient confrontés. Plus de 320 cas de violations touchant des journalistes avaient été signalés depuis janvier 2011, dont 44 actes de harcèlement, menaces, agressions (notamment pendant les événements qui se sont produits à Dar Salm le 24 décembre), arrestations et détentions illégales, dont la grande majorité serait le fait des forces de sécurité gouvernementales. Le journaliste Abdelhakim Thu'il a été placé en détention au secret par la Sécurité nationale le 14 octobre et n'a été relâché qu'à la mi-décembre. Un ancien dirigeant de l'agence de presse officielle Saba a affirmé avoir été directement menacé par un parent du Président. Le siège de la chaîne de télévision Al-Sa'ida à Safwan (Sanaa) a été détruit par le feu en octobre pendant les violents heurts qui se sont produits dans le quartier. Il y a aussi eu des cas d'attaques et de détentions illégales par des opposants armés à Sanaa, ainsi qu'un incident à Saada. Des syndicats ont par ailleurs établi plus de 90 cas de confiscation de journaux aux postes de contrôle à l'entrée des grandes villes et dans certains quartiers de Sanaa. L'expulsion de journalistes et le blocage de sites Web ont également été signalés. Pendant sa mission, la délégation a été informée du fait qu'au moins cinq journalistes avaient perdu la vie depuis le début des troubles, quatre ayant apparemment été tués par des tireurs embusqués appartenant aux forces gouvernementales.

45. La communauté marginalisée des Muhamasheen (également connue sous le nom d'*Al-Akhdam*, signifiant «serviteur» en arabe), qui se distingue par ses traits africains, a continué d'être soumise au harcèlement de membres présumés de groupes d'opposition armés, qui l'accusaient de soutenir le Président. L'un des lieux où elle réside, dans le

quartier Al-Rawdha de Taïz, a été pris entre deux feux, et ses habitants n'ont pas pu se déplacer pendant plusieurs jours lors des épisodes les plus violents. Les violences et les vols de camions-poubelles ont en outre empêché le nettoyage des rues, qui constitue l'une des principales sources de revenu de cette communauté.

46. Conformément aux informations les plus récentes du Bureau pour la coordination de l'aide humanitaire, des milliers de migrants, pour la plupart éthiopiens, ont été bloqués dans le nord du Yémen, où ils font face à d'extrêmes difficultés; plus de 30 d'entre eux auraient trouvé la mort durant le seul mois de décembre.

V. Mise en œuvre des recommandations du Haut-Commissariat

47. Quelques mesures ont été prises pour mettre en œuvre les recommandations formulées dans le rapport de la mission d'évaluation du HCDH (A/HRC/18/21). Dans son précédent rapport, le Haut-Commissariat avait recommandé au Gouvernement de relâcher tous les prisonniers qui avaient été placés en détention pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression et de réunion et qui n'avaient été inculpés d'aucune infraction pénale. Le Comité militaire pour la sécurité et la stabilité a informé la délégation que les autorités avaient arrêté 197 personnes depuis le début des troubles actuels. Selon le Comité, 66 de ces personnes étaient détenues par la Garde républicaine, dix par la police militaire, une par les services du renseignement militaire et 80 autres par le Ministère de l'intérieur. Le Comité a confirmé que la plupart des détenus avaient été relâchés en signe de bonne volonté suite à l'annonce de la libération de toutes les personnes arrêtées dans le cadre des manifestations. Il a déclaré que les 40 personnes encore détenues avaient été accusées d'infractions graves et allaient être jugées. Le Comité a confirmé avoir reçu, de sources proches du général dissident Ali Mohsen, une requête tendant à ce que de nombreux partisans détenus par le Gouvernement soient remis en liberté. Il a ajouté qu'il avait examiné la liste de ces personnes et constaté qu'un grand nombre de noms y figurant ne correspondaient pas à ceux des détenus.

48. Pendant sa mission, la délégation a été informée par le Ministre des droits de l'homme et le Ministre des affaires juridiques que le projet de création d'une commission nationale d'enquête était en préparation et allait bientôt être soumis à l'approbation du Cabinet. Les deux ministres lui ont donné l'assurance que la commission agirait en toute indépendance et conformément aux normes internationales; que son mandat consisterait à enquêter sur toutes les violations des droits de l'homme commises dans le contexte des troubles en cours; que ses membres seraient des personnes indépendantes de toute obédience politique, nommées compte tenu de leur mérite et de leur compétence; et que la commission élaborerait aussi des programmes pour l'octroi d'indemnités et de réparations aux victimes. Ils ont cependant fait observer que la question des poursuites judiciaires risquait d'être tout simplement abandonnée eu égard à l'éventuelle adoption d'une loi d'amnistie.

49. La délégation s'est entretenue avec le Ministre de la défense, le Ministre de l'intérieur et des représentants du Comité militaire pour la sécurité et la stabilité. Elle a évoqué des allégations faisant état de la détention illégale de civils dans des centres de détention secrets et a cité le nom de trois personnes qui se trouveraient dans des lieux tenus secrets sous le commandement de la Sécurité centrale. Le Comité a assuré à la délégation qu'il allait s'enquérir de ces cas particuliers. La délégation n'a reçu aucune information.

50. La délégation a aussi été informée qu'un certain nombre de personnes détenues par les forces gouvernementales à Taïz étaient en train d'être libérées; certaines avaient été transférées à Aden ou Sanaa et attendaient toujours leur libération.

51. La délégation a également été informée, lors d'une réunion avec des représentants de nombreux ministères et organismes publics formant un comité technique, que le Président Saleh avait annoncé le 27 novembre une amnistie des agents de sécurité pour les «erreurs» commises lors des événements de 2011. Aucune des personnes présentes n'a été en mesure de confirmer qu'il s'agissait d'une annonce formelle ni que les personnes visées par cette amnistie avaient été identifiées. Plusieurs commissions s'employaient à Sanaa et à Taïz à évaluer les préjudices matériels et à proposer des indemnisations. Une autre commission, créée par le Gouverneur de Taïz, avait entrepris de proposer ce que d'aucuns nomment «l'argent du sang» ou «des indemnités d'inhumation» aux familles de 22 victimes civiles; une cinquantaine d'autres cas étaient encore à l'examen. Le fonds du Gouverneur est alimenté par des ressources publiques et des contributions privées. On ne sait pas très bien si la commission mène des activités similaires ailleurs, notamment à Arhab, Sanaa ou Aden, où de nombreux civils ont trouvé la mort, mais l'on n'a pas constaté de progrès du même ordre. Aucune information supplémentaire n'a été communiquée à ce sujet.

52. Le Haut-Commissariat a d'autre part été informé par le comité technique présidé par le Ministère des droits de l'homme de l'adoption, le 15 novembre 2011, du décret n° 238, qui établit les grandes lignes de l'application des recommandations formulées par le Haut-Commissariat à l'issue de sa mission d'évaluation. Le Haut-Commissariat se félicite de l'adoption de ce décret, en vertu duquel le Ministre des droits de l'homme et le Ministre des affaires juridiques doivent présenter au Cabinet un projet de création d'une commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme, prévoyant notamment des programmes d'indemnisation et de réparation pour les victimes. Selon les interlocuteurs de la délégation, les travaux à ce sujet se poursuivent sous le nouveau gouvernement, mais aucun nouveau progrès n'a été constaté.

53. Le HCDH a recommandé au Gouvernement yéménite de renforcer sa coopération avec le système des Nations Unies, notamment: a) en mettant en œuvre les recommandations qui ont été formulées par les organes conventionnels ainsi que lors de l'examen périodique universel et par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales; b) en ratifiant la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et le Statut de Rome; et c) en mettant en œuvre les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé⁴. La délégation a évoqué ces problèmes avec le Ministre des droits de l'homme et le Ministre des affaires juridiques, qui se sont prononcés en faveur d'une coopération plus étroite avec le système des Nations Unies, de la mise en œuvre des recommandations des organes conventionnels et de la ratification des textes internationaux susmentionnés. La délégation a appris que le nouveau Cabinet était en train de préparer un plan pour la mise en œuvre et l'exécution des recommandations en question en vue de le soumettre à l'approbation du nouveau gouvernement. Ces mesures n'avaient cependant pas été appliquées par le Gouvernement au moment du déroulement de la mission.

54. Le Haut-Commissariat a également recommandé au Gouvernement de renforcer sa coopération avec lui et d'accélérer la création d'une institution nationale des droits de l'homme conformément aux Principes de Paris. Il a évoqué ces questions à plusieurs occasions avec le représentant permanent du Yémen à Genève, qui a systématiquement fait part de la volonté du Gouvernement d'instaurer un cadre pour une coopération plus étroite avec le Haut-Commissariat, notamment en vue de la création d'une institution nationale des droits de l'homme. Le Ministre des droits de l'homme et le Ministre des affaires juridiques se sont montrés tous deux très intéressés à l'idée de tisser des liens plus étroits avec

⁴ A/65/820-S/2011/250.

le HCDH et d'œuvrer en faveur de d'établissement d'une représentation permanente du Haut-Commissariat au Yémen.

55. L'une des principales recommandations adressées par le Haut-Commissariat aux groupes d'opposition armés concernait la remise en liberté des personnes encore détenues et l'ouverture d'enquêtes sur les actes de torture et de disparition forcée perpétrés par des individus se trouvant sous leur commandement. Le Gouvernement a affirmé que les forces commandées par Ali Mohsen détenaient 491 civils et 193 soldats, et que les forces fidèles au cheikh Sadeq al-Ahmar détenaient quelque 200 personnes. La délégation a rencontré le cheikh Hashim al-Ahmar, frère du cheikh Sadeq al-Ahmar et commandant de leurs forces armées, qui a affirmé que la plupart des personnes qu'aux dires du Gouvernement ils détiendraient, soit n'existaient pas, soit n'étaient pas des détenus mais des personnes qui auraient fait défection et auraient rejoint les forces d'al-Ahmar. Le cheikh Hashim al-Ahmar a aussi déclaré que la majorité des détenus avaient été remis en liberté suite à la décision du Gouvernement de libérer la plupart des personnes arrêtées dans le cadre des manifestations, et qu'il n'y avait plus sous sa garde que moins de 40 personnes. Il a promis de fournir des renseignements détaillés sur l'identité et le nombre exact des personnes toujours en détention. Aucune information supplémentaire n'a toutefois été reçue.

VI. Conclusions et recommandations

56. La délégation a noté que les Yéménites qui demandaient pacifiquement plus de libertés, la fin de la corruption et le respect de la légalité continuaient d'être victimes d'un emploi excessif et disproportionné de la force dans des situations où des mesures non meurtrières auraient dû être utilisées. Elle a observé qu'à Sanaa, des groupes d'opposition armés continuaient d'apporter une panoplie d'armes sur les lieux des manifestations publiques, mettant ainsi en danger la vie des civils habitant ou fréquentant ces lieux. Des témoignages indiquaient en outre que des civils résidant dans des lieux contrôlés par des groupes d'opposition armés à Sanaa étaient soumis à des actes systématiques de harcèlement et d'intimidation, et parfois d'agression, par le personnel armé placé sous le commandement de l'opposition armée.

57. Au cours de la période considérée, la force a été employée dans le cadre d'affrontements armés entre les forces gouvernementales et des groupes d'opposition armés, entre des groupes armés non étatiques, et par les forces gouvernementales contre des civils non armés exerçant leur droit de réunion pacifique. Les troubles persistants ont contribué à rendre la situation de plus en plus désastreuse sur les plans humanitaire et économique.

58. La délégation a également constaté la présence persistante de mineurs de moins 18 ans dans les rangs des forces de sécurité et des groupes d'opposition armés.

59. La délégation a reçu des informations émanant de diverses sources indiquant que des civils étaient toujours détenus par les forces de sécurité gouvernementales au mépris du droit et que des groupes d'opposition armés continuaient de détenir illégalement des personnes suspectées de sympathiser avec le Gouvernement ou d'appartenir aux forces de sécurité.

60. Malgré l'adoption d'un décret établissant les grandes lignes de l'application des recommandations formulées par le Haut-Commissariat lors de sa mission d'évaluation, notamment en vue de la création d'une commission nationale d'enquête, aucun progrès concret n'a été fait pour enquêter sur les cas d'usage excessif et disproportionné de la force meurtrière, d'arrestation arbitraire, de disparition forcée et de torture. Étant donné la lenteur des progrès réalisés dans l'application de ces recommandations, la Haut-Commissaire réitère la plupart d'entre elles.

61. La Haut-Commissaire recommande au Gouvernement yéménite de saisir l'occasion que fournit la formation d'un nouveau gouvernement pour restaurer la confiance des citoyens dans l'État et rétablir l'état de droit dans le pays en adoptant les mesures ci-après:

a) Prendre immédiatement des dispositions pour mettre un terme aux attaques commises par les forces de sécurité contre des personnes et des cibles civiles, dans le plein respect des obligations qui incombent à l'État en vertu du droit international des droits de l'homme; les armes à feu et la force meurtrière ne devraient, en particulier, être utilisées qu'en dernier recours, lorsque des vies sont directement menacées;

b) Ouvrir une enquête nationale transparente et indépendante, conformément aux normes internationales applicables, sur les allégations crédibles de graves violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité gouvernementales, et notamment, mais pas seulement, sur le massacre de civils, l'emploi excessif de la force contre des civils, la détention arbitraire, la torture et les mauvais traitements, et veiller à ce que tous les auteurs de ces violations répondent de leurs actes;

c) Octroyer des réparations à toutes les victimes ou à leur famille qui ont subi des préjudices, notamment, mais pas uniquement, pour les décès ou blessures résultant d'actes illicites commis par les forces de sécurité gouvernementales ou leurs partenaires;

d) Veiller à n'autoriser aucune amnistie empêchant que les coupables de graves violations des droits de l'homme, notamment de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, répondent de leurs actes;

e) Prendre immédiatement des mesures pour mettre un terme à l'utilisation et au recrutement d'enfants, démobiliser les enfants qui ont déjà été recrutés et coopérer avec le système des Nations Unies pour les réintégrer dans leur communauté;

f) Libérer les détenus qui ne l'ont pas encore été et rendre publics le nom des personnes remises en liberté ainsi que le nom des personnes toujours détenues et les raisons de leur maintien en détention;

g) S'abstenir de toute mesure destinée à priver la population de fournitures essentielles, telles que l'électricité, le combustible et l'eau, et prendre d'urgence des dispositions pour rétablir les services de base et l'accès aux produits de première nécessité, en particulier l'électricité, le combustible, l'eau, les fournitures et les installations médicales, et les établissements d'enseignement;

h) Renforcer sa coopération avec le système des Nations Unies, notamment: en mettant en œuvre les recommandations qui ont été formulées par les organes conventionnels ainsi que dans le cadre de l'examen périodique universel et par les procédures spéciales; en adressant une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales; en ratifiant la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et le Statut de Rome; et en mettant en œuvre les recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport sur le sort des enfants en temps de conflit armé;

i) Conformément à la résolution 18/19 du Conseil des droits de l'homme, mettre au point un cadre visant à poursuivre le dialogue et à renforcer la coopération avec le Haut-Commissariat dans le domaine des droits de l'homme, avec l'appui de la communauté internationale;

j) Préciser la structure hiérarchique des forces de sécurité nationales et politiques et instaurer un contrôle plus étroit de leurs activités par le système judiciaire et le Parlement.

62. La Haut-Commissaire recommande aux groupes d'opposition armés:

a) De retirer toutes leurs armes – des armes à feu de petit calibre aux lance-roquettes – des lieux publics où se tiennent des manifestations pacifiques, telles que sit-in et défilés, et de s'assurer qu'aucun de leurs partisans ou des individus placés sous leur commandement n'ouvre le feu dans des manifestations pacifiques, exposant ainsi les manifestants à un risque de riposte;

b) De veiller à ce qu'aucun mineur de moins de 18 ans, qu'il s'agisse de leurs partisans ou de personnes placées sous leur commandement, ne participe à des activités de contrôle de sécurité ou de protection des manifestants;

c) De cesser les actes de violence, le harcèlement, les menaces et toutes les tentatives d'intimidation à l'égard de manifestants qui expriment des points de vue opposés;

d) D'atténuer les restrictions imposées à la liberté de circulation, notamment en supprimant les postes de contrôle gardés et en facilitant le travail des organismes humanitaires;

e) De libérer toutes les personnes se trouvant dans des lieux de détention sous le contrôle de l'opposition, de donner le nom des personnes remises en liberté ainsi que le nom des personnes maintenues en détention et de veiller à ce qu'elles soient traitées avec humanité;

f) De coopérer à la réalisation des enquêtes menées sur les violences qui ont pu être commises par des hommes armés sous le commandement de l'opposition;

g) De s'abstenir de prendre pour cible des fournisseurs de services essentiels à la population civile, de libérer tous les bâtiments publics et de se retirer des propriétés publiques et privées.

63. La Haut-Commissaire recommande à la communauté internationale:

a) D'inviter toutes les parties au Yémen à s'abstenir de recourir à la violence et à régler leurs différends politiques ou confessionnels dans le cadre d'un dialogue ouvert, transparent et général avec l'appui de la communauté internationale;

b) D'encourager l'ouverture d'enquêtes internationales indépendantes et impartiales sur les incidents qui ont fait un grand nombre de tués et de blessés;

c) D'entendre l'appel à l'assistance humanitaire et de fournir un appui financier au titre du plan d'action humanitaire pour le Yémen de 2011 et du plan commun des Nations Unies pour la stabilisation.
